

# Atelier de concertation nationale sur le Financement Agricole

Eléments de cadrage  
Exemple du fonds interprofessionnel de recherche et de conseils  
agricoles de Côte d'Ivoire

## Plan de présentation

1. Domaines de subvention (5)
2. Enjeux et défis des subventions
3. Présentation du cas du FIRCA
4. Conclusion

## Domaines de subvention considérés (1)

### I. Mesures fiscales et douanières (Etat)

- Exonérations taxes importations permanente / conjoncturelle / ponctuelle
  - produits de 1<sup>ère</sup> nécessité
  - Intrants agricoles
- Préférence nationale
- Code d'investissement

## Domaines de subvention considérés (2)

### II. Facilitation accès et fixation des prix (Etat)

- Favoriser l'accès
  - Aux intrants et matériels: CAIMA
  - Aux vivres (OPVN)
- Fixation des prix
  - Ventes à prix modérés
  - Déstockage
  - Rachats
  - ....

## Domaines de subvention considérés (3)

III. Urgences et filets sociaux (**Etat**, collectivités et partenaires)

- En général ciblé dans le temps et/ou dans l'espace et/ou auprès de certains ménages/groupes
- Réponses aux situations urgences (ponctuels, temporaires)
  - Besoins vitaux
  - Reconstitution capital productif
- Dispositifs de prévention et de protection (+ ou – durables/permanent)
  - Soutien aux vulnérables : filets sociaux
  - Ciblage
  - Alignement à une politique (protection sociale, prévention et RRC) et institutionnalisation
- Prise en charge permanente de groupes spécifiques (gratuité de soins...)

## Domaines de subvention considérés (4)

IV. Mesures incitatives (Etat, **Collectivités, partenaires**, population)

- Diversité
- Projets spécifiques
  - Restauration le capital productif
    - mesures environnementales
    - Adaptation
  - Mise en valeur de zones à potentiel
    - Irrigation (OPVN, ...)
  - Développement de pôle économique -> facilité 2
    - Désenclavement
    - Infrastructures, ..
  - Investissement privé (organisation, entreprise, ...) -> facilité 1

## Domaines de subvention considérés (5 et fin)

V. Mesures d'accompagnement / appui conseil  
(**Etat**, Collectivités, **partenaires**, producteurs)

- Essai de typologie
  - Formation
  - Information
  - Recherche
  - Structuration & autonomie des organisation
  - Réformes (financement, foncier, statuts OP, ...)
- Multi acteurs
  - Etat (STD et recherche)
  - Collectivités (ST communaux)
  - CRA, OP, opérateurs privés
  - Formation professionnelle

## Enjeux et défis de la gestion des subventions (1)

A. Enjeux et défis généraux

- La maîtrise de l'information
- Le ciblage des bénéficiaires
- Multiplicité des mécanismes / dispositifs / entités responsables
- Règles différentes pour une même finalité

## Enjeux et défis de la gestion des subventions (2)

### B. Enjeux et défis spécifiques

- Etat
  - Chaîne de la dépense / réalité des cibles
  - Insuffisances des dispositifs actuels
- Collectivités
  - Transfert de compétence
  - Moyens humains
- Partenaires
  - Exigences différentes et déficit de concertation
- Population / producteurs
  - Insuffisance d'organisation
  - Faibles capacités internes

## Enjeux et défis de la gestion des subventions (3 et fin)

### C. Perspectives suggérées

- Typologie des subventions & mécanismes
  - Etude spécifique
- Améliorer dispositifs existants
  - Harmonisation
  - Modernisation
- Appui conseil
  - Création d'un dispositif
  - opérationnalisation

## Exemple du Fonds Interprofessionnel de Recherche et de Conseils Agricoles (FIRCA) de Côte d'Ivoire

### 1. Processus de mise en place du FIRCA : une longue marche de 20 ans

- **1994** : Lancement des réflexions sur le financement pérenne des services agricoles
- **Sept 1995** : Réalisation d'une étude sur le financement autonome et pérenne, conduite par le D.G. de l'A.N.D.A. (France)
- **Juin 1996** : Organisation par MINAGRA/MESRIT d'un atelier sur le "Développement et Recherche Agricoles : quels services aux producteurs pour les cinq prochaines années". La proposition de création d'un fonds a été retenue
- **3 déc. 1997** : Approbation par le Conseil des Ministres de la mise en place d'un schéma de financement autonome de l'encadrement agricole et de la recherche agronomique, en liaison avec les filières professionnelles du secteur agricole dans le cadre PNASA
- **Décembre 1997** : Consultations internes des filières sur une proposition de création d'un fonds pour financer l'ANADER et CNRA :
  - *Filières café, cacao, coton étaient pour*
  - *Filières Hévéa, Palmier à huile, Ananas-banane, Agrumes, élevage, vivriers étaient contre mais elles fini par donner leur accord en solidarité avec les autres*
- **Avril 1998** : Publication du rapport définitif de l'étude sur les mécanismes de financement pérenne de l'ANADER et du CNRA par le Cabinet EDIMAC. conclusions : l'instauration d'un nouveau système de financement pérenne de l'ANADER et du CNRA est faisable

### 1. Processus de mise en place du FIRCA : une longue marche de 20 ans (suite et fin)

- **Mai 1998** : Mise en place d'une commission pour réfléchir sur des textes légal et réglementaire et organiser des missions d'information des acteurs en vue de leur adhésion à l'Initiative. Le comité a cinq mois pour déposer leur résultats
- **1er au 13 juin 1998** : Organisation d'une mission exploratoire en France, en Belgique et au Maroc, pour approfondir la connaissance des expériences des pays tiers
- Octobre 1998 à mars 1999 : Finalisation de l'élaboration des projets des textes et leur mise en débat
- **Mai 1999** : Atelier de lancement du PNASA. Les organisations des producteurs rejeté le terme « **taxe** » au profit de celui de « **cotisation** »
- 3 au 12 août 1999 : Elaboration des projets de loi et de décrets et présentation aux représentants des filières
- **02 octobre 2001** : l'adoption de la Loi N°2001-635 du portant Institution du Fonds de Développement Agricole (FDA)
- 09 octobre 2001 : Promulgation de la loi n° 2001-635 portant institution de fonds de développement agricole
- la création du Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricole (FIRCA)
- 2003 : Mise en œuvre du Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricole (2003)

### Mandat et nature juridique du FIRCA

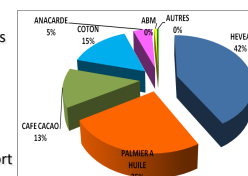
- **Mandat du FIRCA** : Financement des programmes relatifs à la fourniture de services agricoles aux producteurs et à leurs organisations professionnelles
- **Objectif** : accroître les productions, améliorer la productivité des exploitations, et partant, augmenter les revenus des producteurs.
- **Domaines d'actions** :
  - Recherche agronomique et forestière
  - Conseil agricole
  - Formation aux métiers
  - Renforcement des capacités des OPA
- **Nature et régime juridique** :
  - Personne morale de droit privé de type particulier
  - Doté d'un fonds d'établissement
  - Patrimoine exclusivement affecté à son objet
  - Reconnu d'utilité publique
  - Régi par la loi n° 2001-635, le décret et ses statuts
  - Excédents répartis dans le Fonds
  - Aucune autre distribution d'excédent
  - Personnel ayant un statut privé
  - Exonération fiscale

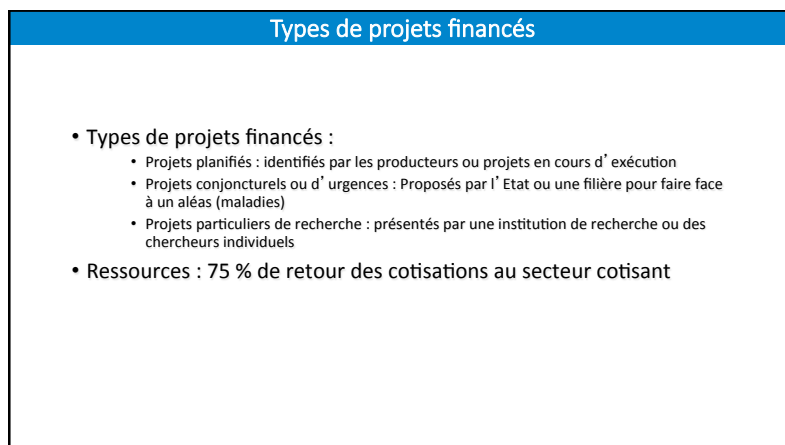
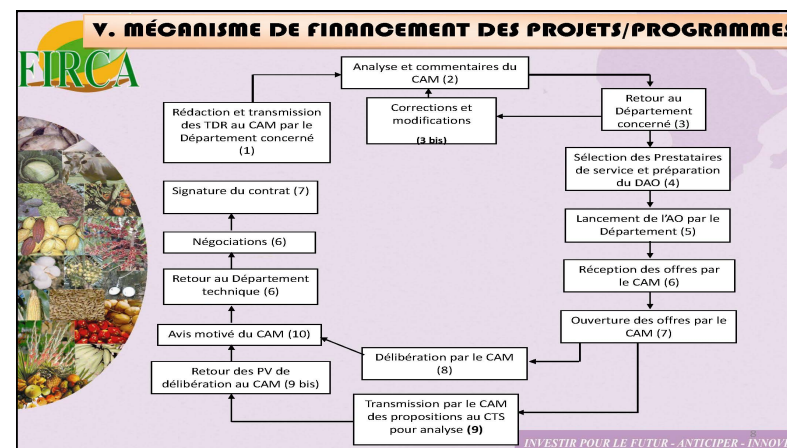
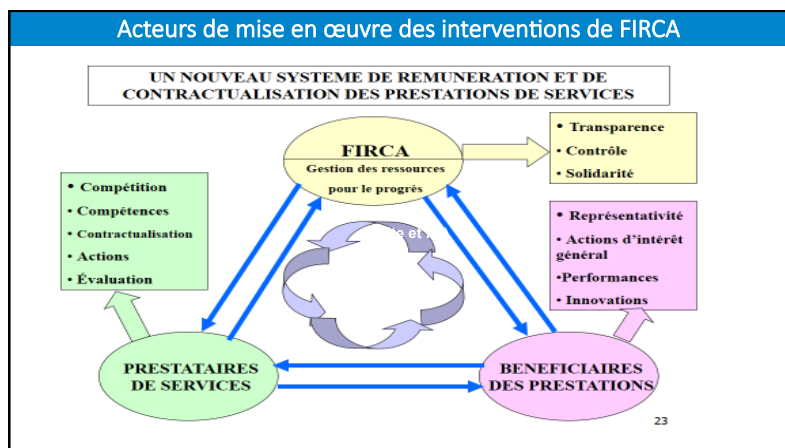
### Mode de gouvernance

- une **Assemblée Générale** = Premier organe du fonds = l'instance suprême de décision
  - 4 Collèges organisés en sections : Filières agricoles, agro-alimentaires, industries de première transformateur, Etat
  - 152 membres
- un **Conseil d'Administration** qui met en œuvre les décisions de l'AG et veille sur la gestion de la direction exécutive
  - 4 collèges organisés en sections
  - 34 membres
- Une **Direction exécutive** qui assure la gestion au quotidien de l'organisation
- Des **dispositifs de contrôle** de la gestion du FIRCA
  - Vérificateur interne
  - Commissariat aux Comptes (Assemblée générale)
  - Cabinet d'audit externe (C.A. et Direction Exécutive)
  - Commissaire du Gouvernement

### Sources et mécanismes de mobilisation des fonds

- **les cotisations professionnelles des filières agricoles**
  - Le montant et les modalités de recouvrement sont par décret pris en conseil des Ministres sur cinq ans
  - Chaque année, un arrêté du MEF fixe le montant de la cotisation annuelle par filière
  - Les principaux cotisants sont les producteurs des secteurs de production végétale, forestière et animale (5Fcfa/kg) et les agro industries (6 Fcfa/kg) et autres industries de première transformation (3 Fcfa/kg).
  - Les prélèvements sont effectués par les services des impôts au port et au niveau unités de transformations
  - Les 7 filières dites cotisantes et autonomes (75/25%) : café cacao, hévéa, anacarde, palmier à huile, coton, banane, avicole
  - Les 5 filières cotisantes non autonomes : ananas, mangue, porcs, pêche/aquaculture, ruminants
  - Les 5 filières non cotisantes (insuffisance de la structuration) : riz, cocotier, fruits et légumes, canne à sucre, fleurs et plantes ornementales
- **les subventions de l'Etat**
- **les contributions des partenaires techniques et financiers**
  - Pour alimenter la caisse de solidarité en soutien aux filières faibles et contribuer au financement du fonctionnement de FIRCA





**Bilan des projets financés en 2012**

PROGRAMMES 2012	PROJETS 2012 (Unités)			MONTANTS 2012		
	Prévu	Réalisé	%	Prévu	Engagé	%
Recherche Appliquée	46	36	78	3 341	1 211	36
Conseil Agricole	14	13	93	5 909	6 509	110
Formation Professionnelle et Renforcement des Capacités	13	8	62	267	183	69
Appui aux OPA	27	22	81	556	257	46
Etude d'accompagnement	10	9	90	183	77	42
<b>TOTAL 2012</b>	<b>110</b>	<b>88</b>	<b>80</b>	<b>10 256</b>	<b>8 237</b>	<b>80,3</b>

### Facteurs de succès

- **Préalables :**
  - Une volonté et un soutien politique fort et affirmé des plus hautes autorités du pays
  - L'existence d'un environnement favorable : prélèvement des fonds sans contrepartie = une nouvelle approche qui fait des producteurs et de leurs organisations les maîtres d'ouvrage
  - La nouvelle approche qui leur est proposée vise d'abord à optimiser les gains et non les maximiser. Il s'agit de veiller à ce que « *les plus forts n'écrasent pas les plus faibles* » ; car l'union et la conjugaison des efforts leur seront plus profitable
  - L'existence de mécanismes d'appui en matière de sécurisation foncière et de renforcement du cadre organisationnel des professionnels
- **Eléments déterminants pour réussir :**
  - Les producteurs sont au centre du dispositif. Ils sont les véritables responsables de l'animation du mécanisme de mobilisation des ressources. (Ce facteur est la base et la clé de la pérennité du dispositif)
  - Les producteurs sont majoritaires dans les instances de gouvernance du FIRCA et assure la Présidence du Conseil d'Administration
  - Le niveau d'organisation et de structuration des filières qui permet une identification et une mobilisation plus facile des producteurs pour l'action
  - L'existence de filières autoporteuses autour desquelles le dispositif a été construit
  - La discipline des membres de la filière
  - La qualité des services offerts aux interprofessions par les prestataire
  - La répartition claire des rôles et des responsabilités et leur respect par chaque partie prenante

### Difficultés et contraintes

- **Au niveau des filières :**
  - Les négociations pour fixer les montants des cotisations sont difficiles
  - L'absence d'interlocuteurs crédibles dans certaines filières
  - Le faible niveau ou l'absence d'organisation pour certaines filières
  - Le nombre faible des filières cotisantes
- **Au niveau de l'Etat**
  - Mobilisation des subventions de l'Etat perturbée par la situation sociopolitique
  - A un moment, les services de l'Etat voyaient d'un mauvais œil la mise à la disposition du FIRCA de certaines ressources censées leur revenir. Mais très vite, les tentatives de remises en cause du modèle ont été jugulées avec l'appui des partenaires techniques et financiers notamment la Banque Mondiale et l'Union Européenne.
- **Au niveau des PTF**
  - Absence d'intervention des partenaires au développement, depuis la création du FIRCA (à l'exception de la BAD, en 2008, dans le cadre du programme de sortie de crise où les ressources sont gérées par la FAO) jusqu'en 2010.

**MERCI DE VOTRE ATTENTION**